

# Le marché européen de l'œuf : Quel impact de la mise en œuvre de la directive bien-être en janvier 2012 ?

*Pascale Magdelaine et Agnès Braine, ITAVI Service Economie,  
4 rue de la Bienfaisance, 75 008 Paris  
magdelaine@itavi.asso.fr*

## Introduction

Selon les premières estimations de la FAO, la production d'œufs de poules dans le Monde a atteint 63.6 millions de tonnes en 2010. Sur la dernière décennie, cette production se montre dynamique avec une croissance annuelle moyenne de 2.2 % mais affiche un ralentissement par rapport à la décennie précédente (+ 3.9 % /an). La Chine notamment qui pèse 37 % de la production mondiale, a enregistré un net ralentissement de sa croissance. D'autres pays émergents comme l'Inde et le Mexique voient leur production se développer fortement de 5 à 6 % par an.

Dans ce contexte mondial dynamique, la production et le marché européens (6.4 MT, 2ème producteur mondial) apparaissent beaucoup plus stables. Cependant, la faible évolution des volumes produits s'accompagne de fortes évolutions des systèmes de production et de la segmentation du marché de l'œuf. Au lendemain de l'échéance de janvier 2012 qui a vu la mise en œuvre complète de la Directive européenne 1999/74, relative à la protection des poules pondeuses, nous ferons un point sur l'évolution des modes d'élevage et du marché de l'œuf chez les principaux pays producteurs européens.

## 1. Panorama des filières œufs en Europe

### 1.1. Repères sur la production et le marché communautaire

La production de l'UE à 27 était estimée par la Commission à 6.2 millions de tonnes en 2011 (soit un peu moins de 102 milliards d'œufs), stable par rapport à 2010. Les prévisions pour 2012 indiquent un repli de 2 % de la production européenne avec des fortes baisses en Espagne, France, Italie et Pays Bas et une poursuite de la hausse en Allemagne. Depuis 2000, la production de l'UE s'est presque stabilisée (- 0.7 % par an).

**Tableau 1** : Principaux producteurs d'œufs de consommation de l'UE

	<b>Production 2011 (milliards d'œufs)*</b>	<b>Evolution 2011/2010</b>	<b>Prévision 2012 (milliards d'œufs)*</b>	<b>Evolution moyenne annuelle 2002-2012</b>
France	12.9	- 9.7 %	12.2	- 2.1 %
Espagne	12.4	+ 2.6 %	10.6	- 2.4 %
Allemagne	11.6	+ 18.8 %	12.2	- 0.9 %
Italie	11.2	- 2.4 %	10.8	- 1.3 %
Pays-Bas	10.5	+ 3.6 %	10.1	+ 0.7 %
Royaume-Uni	10.1	- 0.5%	10.1	- 0.9 %
Pologne	9.3	=	9.3	+ 2.1 %
UE à 27	102.5	- 3.0 %	99.9	- 0.7

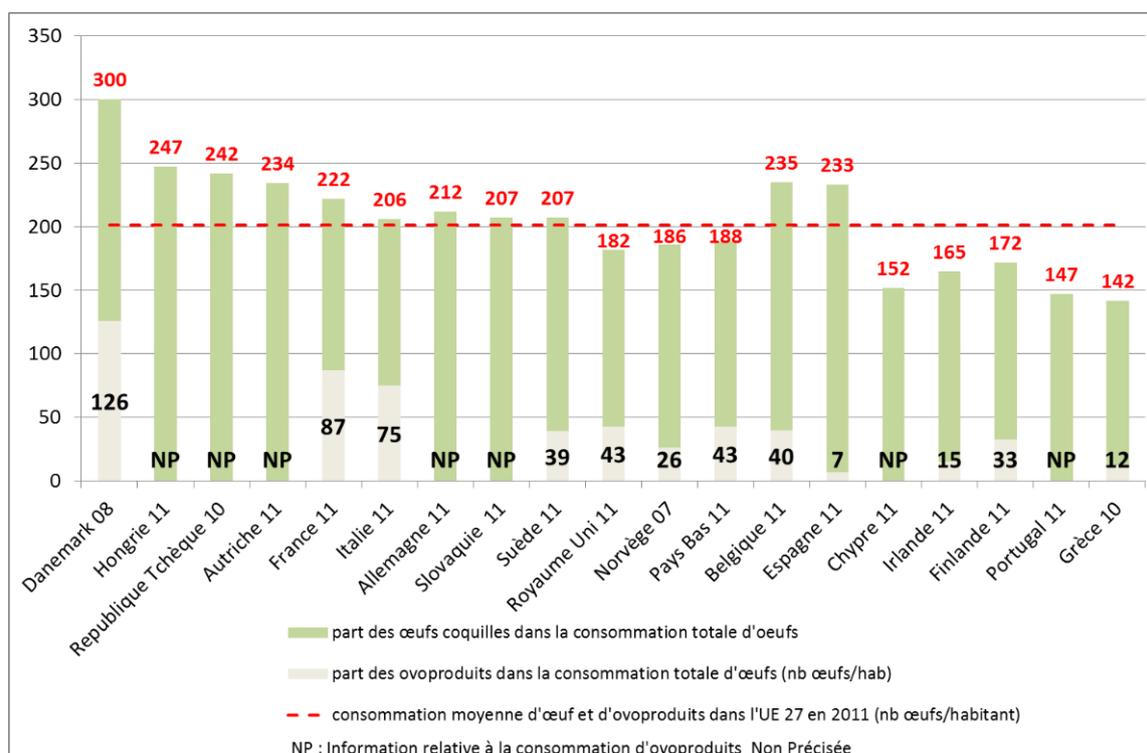
\* convertis sur la base de 16.4 œufs /kg

ITAVI d'après SSP et Commission

L'Union européenne est très légèrement exportatrice nette avec un taux d'autosuffisance de 102.9% en 2011. Les exportations extra-communautaires d'œufs et d'ovoproduits (hors OAC) de l'UE-27 ont progressé en 2011, à 216 000 tonnes équivalent œufs coquille dont un peu plus de 60% sous forme d'ovoproduits. Les importations extra-communautaires d'œufs et d'ovoproduits sont inférieures à 20 000 tonnes équivalent œufs coquille en 2011.

Au sein de l'Union européenne à 27, la consommation alimentaire d'œufs et d'ovoproduits s'élève à environ 6 millions de tonnes en 2011, soit 202 œufs par habitant (11.9 kg par habitant), avec cependant d'importantes variations entre Etats membres. Certains pays atteignent à peine 180 œufs par personne et par an (Espagne, Pays-Bas, Royaume-Uni), alors que d'autres, comme le Danemark, consomment presque 300 œufs (Figure 1).

Figure 1 : Consommation d'œufs et d'ovoproduits dans les principaux pays consommateurs en Europe (œufs/hab en 2011)



ITAVI d'après SSP et IEC

## 1.2. Zoom sur les principaux pays producteurs

**La France demeure le premier producteur européen** avec 12.9 milliards d'œufs produits en 2011 (784 000 tonnes) en repli de 10 % par rapport à 2010. En 2012, la production est attendue à nouveau en repli de 4 à 5%. Ce recul de la production est directement en relation avec les travaux de mises aux normes réalisées en 2011/12.

La production française tend à se diversifier depuis la fin des années 80. En 2011, 12.5 millions de poules, soit 28 % du cheptel de poules en France étaient élevées en systèmes alternatifs. Cette part est en forte hausse en 2011, avec un développement marqué des productions alternatives (+ 23 %). Les productions les plus dynamiques sur les cinq dernières années sont celles d'œufs biologiques et d'œufs de poules élevées au sol dont les taux de croissance annuelle atteignent 13 % en moyenne sur 5 ans. La production

alternative en France se caractérise par la prédominance d'élevages plein air et la faible part de la production au sol en claustration.

La consommation française est estimée à 222 œufs en moyenne sur les trois dernières années, dont 37 % environ sous forme d'ovoproduits. Le marché français est segmenté, avec des attentes utilisateurs assez différentes selon les segments de marché. Les achats d'œufs en coquille par les ménages laissent une place croissante aux œufs alternatifs qui représentent environ 37 % des volumes en GMS et plus de 50 % de la valeur du rayon œufs. La restauration et l'industrie continuent de privilégier prix et qualité sanitaire, avec une part assez faible mais croissante, des œufs alternatifs sur ces marchés (environ 10%).

**L'Espagne** retrouve sa place de 2<sup>ème</sup> producteur européen d'œufs après la France en 2011. La production se concentre peu à peu autour d'entreprises leaders. Les principales régions de production sont les deux Castilles et la Catalogne qui représentent à elles trois près de 50 % de la production d'œufs. Le marché reste très peu segmenté en Espagne puisque 97 % des œufs produits étaient encore issus d'élevages en cages en 2011. Les œufs plein air sont pour la majorité vendus hors de l'Espagne. Un peu plus de 20 % des œufs sont exportés vers les autres pays de l'Union européenne. Le commerce traditionnel (ou spécialisé) occupe encore une place non négligeable (30 % des achats en 2006). Après une chute de la consommation des œufs de 1990 à 2009, celle-ci est en reprise depuis deux ans et atteint 233 œufs par personne et par an en 2011 (IEC).

**L'Allemagne**, troisième producteur européen, a la particularité d'être fortement importateur (taux d'autosuffisance de 66 % en 2011). Son marché domestique est largement approvisionné par la filière hollandaise qui y commercialise les deux tiers de sa production. Depuis 2000, les incertitudes relatives à la mise en œuvre d'une réglementation nationale interdisant l'élevage en cages, d'abord adoptée puis abrogée, ont pesé sur la filière allemande. La production en cages a fortement diminué pour atteindre 14 % en 2011 (IEC). Aujourd'hui, l'élevage en cages (conventionnelles ou aménagées au sens de la Directive 99/74) est interdit, et seuls les élevages en petits groupes (KleinGruppenHaltung) ou KGH, ont le droit de produire dans des grandes cages aménagées, plus hautes, hébergeant une soixantaine de poules. La Basse-Saxe, au nord de l'Allemagne, est la première région productrice où siègent les principales entreprises d'amont et d'aval de la filière. L'Allemagne était, en 2010, le principal producteur d'œufs issus d'élevages alternatifs au sein de l'UE avec 35 millions de pondeuses élevées hors des cages, suivie par les Pays-Bas et le Royaume-Uni. La consommation allemande est de 212 œufs par personne en 2011 (source IEC).

**L'Italie** est le quatrième producteur européen d'œufs. La production est concentrée dans le Nord de l'Italie, fortement intégrée par des entreprises tournées vers le marché national. Le marché italien se caractérise par une forte consommation d'œufs transformés, en particulier pour la production de pâtes. Cette forte demande en ovoproduits est satisfaite par des œufs majoritairement issus d'élevages en cages. Cependant, les consommateurs des régions du Nord sont de plus en plus influencés par les préoccupations sociétales suisses ou autrichiennes plus favorables au bien-être animal ; de ce fait, les systèmes de productions alternatifs à la cage ont connu un développement récent pour atteindre 42% en 2011. La consommation globale d'œufs était de 206 œufs par personne et par an en 2011 (IEC).

**Les Pays-Bas** ont produit en 2011, un peu plus de 10.5 milliards d'œufs selon la Commission européenne, et affichent un taux d'autosuffisance de 328 % c'est-à-dire qu'ils produisent 4 fois ce qu'ils consomment. Leur principal client est l'Allemagne qui absorbe les ¾ des

exportations néerlandaises d'œufs en coquille et d'ovoproduits. La part des poules élevées en cages a fortement chuté en 2011 pour atteindre 31 % en 2011 (IEC). La consommation s'élevait à 188 œufs par personne dont 23 % sous forme d'ovoproduits.

**Au Royaume-Uni**, où la production est concentrée dans les mains de quelques entreprises, la filière a été profondément marquée par le déclin de la consommation à la fin des années 80, suite à une crise sur l'œuf liée à la salmonellose. La filière a alors mis en place un logo collectif de qualité : «British Lion Quality» afin de rassurer le consommateur. La production britannique a atteint 10.1 milliards d'œufs en 2011. La consommation s'élevait à 189 œufs par personne en 2011 dont 23% d'ovoproduits. Près de la moitié des poules étaient élevées en plein air en 2011 (47% selon l'IEC).

**La Pologne** est un des pays, parmi les nouveaux Etats Membres ayant intégré l'Union européenne, qui a le plus développé sa production d'œufs depuis la fin des années 1990. Elle est d'ailleurs devenue exportatrice nette au début des années 2000 (taux d'autosuffisance de 127 % en 2011). La production se concentre dans deux régions centrales autour de quelques gros opérateurs, même s'il subsiste encore une multitude de basses-cours. L'élevage en cages reste dominant (92% en 2011).

## **2. Impact de la mise en œuvre de la directive Bien être**

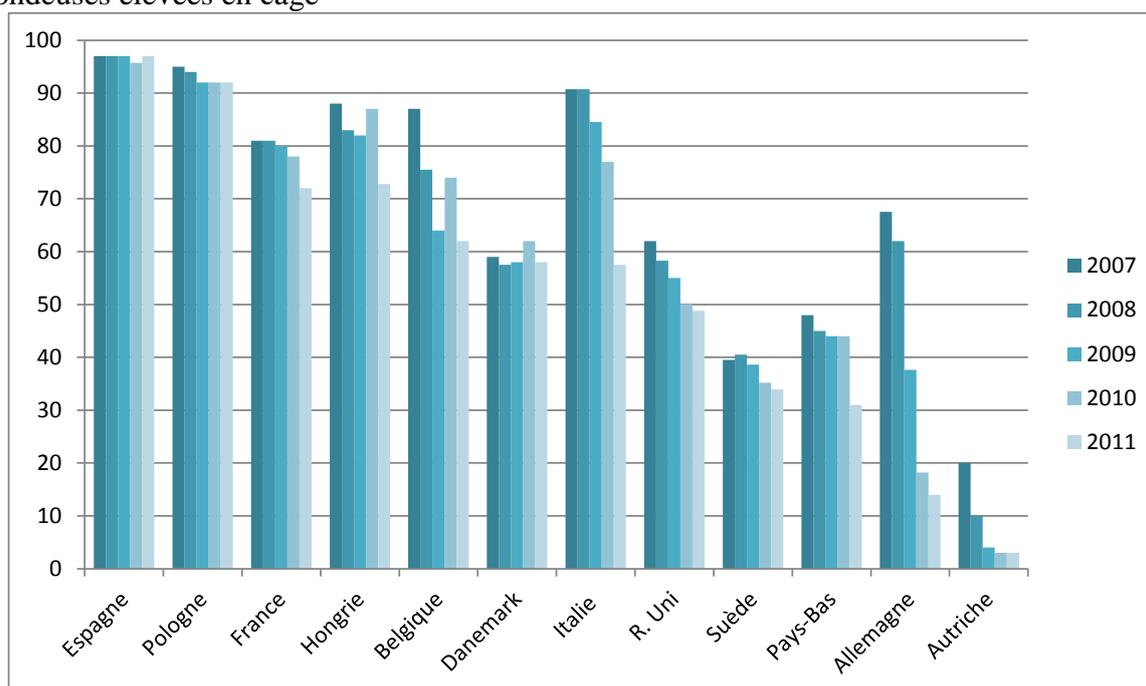
### **2.1. Evolution récente des systèmes de production en Europe**

Depuis une quinzaine d'années, les systèmes de production ont fortement évolué au sein de l'Union européenne, sous la double impulsion des évolutions des attentes des consommateurs et des citoyens d'une part, et des évolutions réglementaires d'autre part, avec la mise en œuvre de la Directive CE 99/74 concernant la protection des poules pondeuses et de réglementations nationales parfois plus contraignantes. Selon la Commission européenne, 125 millions de pondeuses étaient élevées en systèmes alternatifs au sein de l'UE à 27 en 2010, soit environ 35 % des effectifs de pondeuses européennes, contre seulement 8 % en 1996. Les systèmes alternatifs sont définis comme des systèmes d'élevage alternatifs à la cage ; ils sont constitués par les systèmes d'élevage au sol ou en volières en claustration (œufs de code 2), les systèmes plein-air (code 1) ou biologique (code 0).

Parmi les principaux pays européens producteurs d'œufs, l'Allemagne et les Pays-Bas, ont davantage anticipé l'échéance 2012, sous la double influence de réglementations nationales plus exigeantes et de celle des enseignes de distribution ayant banni les œufs produits en cage (même aménagées). Ainsi en 2011, la production allemande était déjà réalisée à plus de 85 % dans des systèmes alternatifs qui ne représentaient que 27 % des effectifs de pondeuses allemandes en 2005. Les Pays-Bas suivent les mêmes tendances que l'Allemagne avec un décalage de deux ans.

De 2010 à 2012, le poids des systèmes alternatifs est en nette augmentation dans l'ensemble des pays européens. Les plus fortes évolutions sont observées en Italie où le basculement s'est fait tardivement, la part des cages passant de 85% des effectifs de poules en 2009 à 58% en 2011, au Royaume-Uni avec de fortes progressions sur le plein-air qui passe de 34 % en 2007 à 47% en 2011. Les autres pays notamment le Danemark (où les cages aménagées représentaient déjà 58% des effectifs de poules en cages en 2010), puis la France, la Belgique et l'Espagne connaissent une évolution des cages conventionnelles vers la cage aménagée.

Figure 2 : Evolution des systèmes d'élevage dans les principaux pays producteurs : part des pondeuses élevées en cage

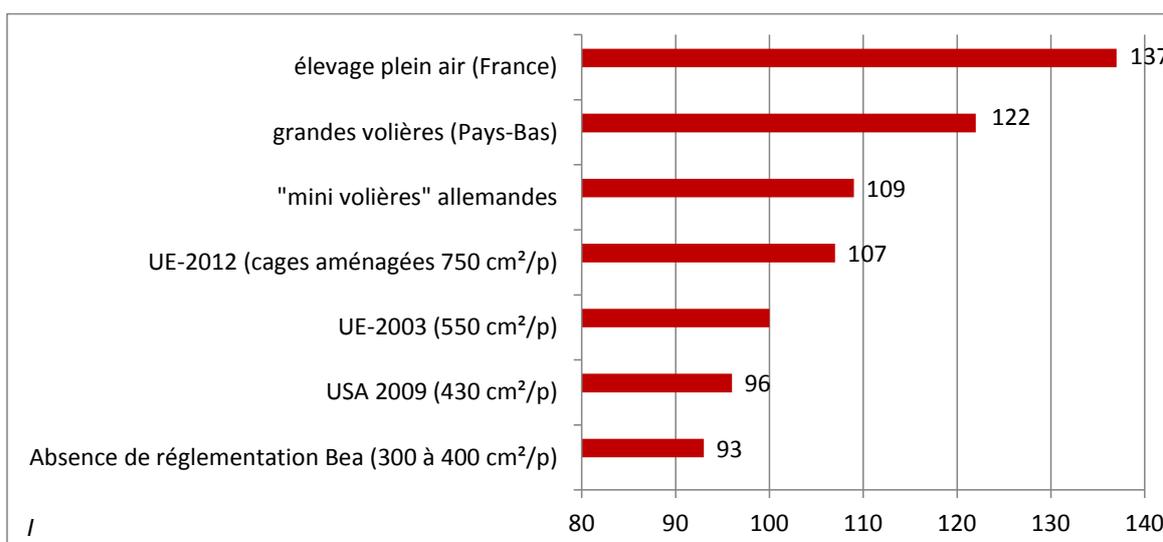


ITAVI d'après DGAL et IEC

## 2.2. Les enjeux de la réglementation sur le bien-être des poules pondeuses

Avec la Directive 99/74, l'UE dispose des normes parmi les plus strictes au monde en matière de bien-être animal. Cette directive établit des normes sur la surface minimale par poule et prévoit que les cages doivent avoir une hauteur minimale de 45 cm et être équipées de nids, de dispositifs de raccourcissement des griffes, de perchoirs d'une longueur de 15 cm par poule et d'un bac contenant des matériaux friables permettant l'expression du comportement de bain de poussières.

Figure 3 : Différentiel de coûts de production de l'œuf selon le système d'élevage en 2012



ITAVI d'après LEI et données propres

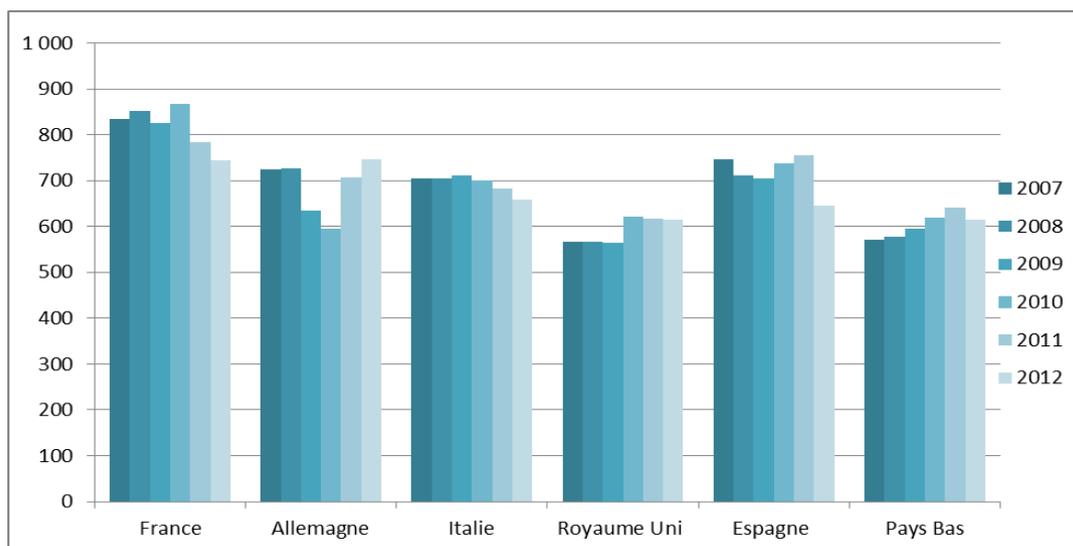
Cette réglementation ne s'applique pas aux pays tiers et crée des distorsions de concurrence tant que le bien-être animal ne s'impose pas au niveau international. Selon Peter Van Horne (2012), les coûts de production des œufs nord-américains étaient en 2010 de 25% inférieurs aux coûts européens (écarts de 28% pour l'Argentine), essentiellement en raison de coût d'approvisionnement en matières premières et de coût de main-d'œuvre plus faibles, mais également en relation avec l'absence de réglementation contraignante sur le bien-être animal. La figure 3 illustre l'impact du bien-être animal sur le coût de production (toutes choses étant égales par ailleurs).

### 2.3. Impact sur le marché européen de l'œuf

#### Impact sur les évolutions de production (UE à 27 et principaux pays producteurs)

Les évolutions de production dans les principaux pays sur les dernières années reflètent l'impact des nouvelles réglementations. Ainsi l'Allemagne a vu sa production baisser fortement en 2009 et 2010. En effet l'opposition des ONG aux nouvelles cages KGH a induit un rejet des œufs produits dans ces systèmes par les GMS et l'arrêt des investissements. Cette réduction de la production allemande en 2009, a incité les autres pays européens à augmenter leur production, ce qui a d'autant retardé la mise aux normes. En 2011, la production allemande a fortement augmenté de 18.8 % et est attendue en hausse de 5.6 % en 2012, dépassant ainsi les niveaux de production antérieurs à la mise aux normes.

Figure 4 : Evolution de la production d'œufs en milliers de tonnes de 2007 à 2012



*Itavi d'après Commission*

Dans le même temps, la France a vu sa production fortement augmenter en 2010 pour ensuite se replier brutalement en 2011 et en 2012 pour mettre en conformité ses élevages, ce qui a entraîné des arrêts temporaires de production le temps des travaux et des arrêts définitifs pour certains exploitants ne pouvant pas investir. D'autres pays ont vu leur système de production évoluer plus lentement, comme le Royaume Uni. L'Espagne, a été en croissance jusqu'en 2011 et semble avoir attendu le dernier moment pour répondre à l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Ainsi la production après avoir progressé de 2.6% en 2011 devrait s'inscrire en baisse d'environ 15% en 2012, retrouvant un niveau de production de la fin des années 90.

## Impact sur les échanges extérieurs de l'UE à 27 en 2011 et tendance 2012

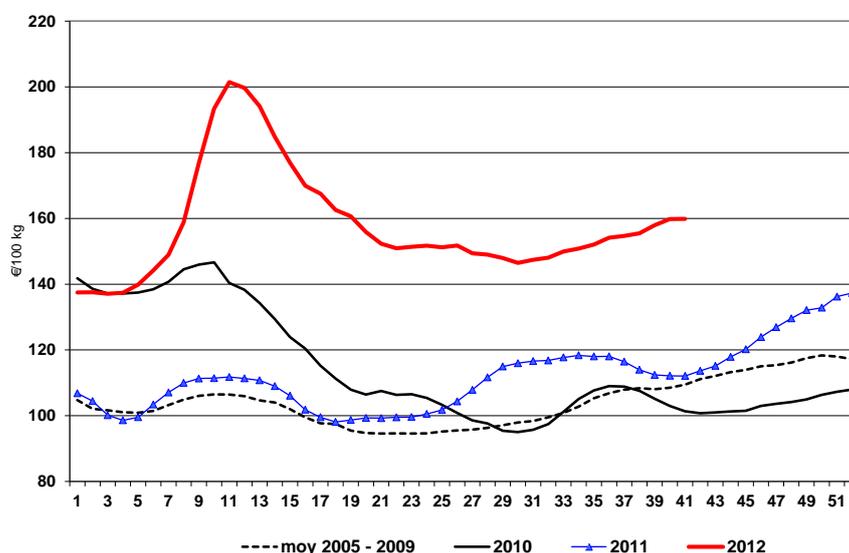
L'Union européenne est exportatrice nette d'œufs et ovoproduits avec un taux d'autosuffisance de 102.9 % en 2011. Les exportations extracommunautaires d'œufs et d'ovoproduits (hors OAC) s'élèvent à 216 500 tonnes équivalent œuf coquille pour une valeur de 206 M€ Les exportations d'œufs en coquille représentent 39 % du total. Le Japon est le principal client de l'UE-27. Les importations extracommunautaires d'œufs et d'ovoproduits sont plus faibles avec 19 000 tonnes en 2011 pour une valeur de 21.9 M€ L'Argentine est devenue le premier fournisseur de l'UE en 2011.

De janvier à juillet 2012, avec la raréfaction de l'offre en Europe, les importations de l'UE-27 d'œufs et d'ovoproduits (hors OAC) ont plus que doublé notamment avec des achats d'œufs en provenance d'Albanie et des USA et des achats d'ovoproduits séchés en provenance d'Argentine et des USA. Les exportations se replient de 16 %. L'asynchronisme des mises aux normes au sein de l'Union européenne a également induit des perturbations dans les échanges intra-communautaires au cours du premier semestre 2012.

## Impact sur les prix

Après un léger repli de 2.1 % en 2011, les prix gros européens ont enregistré une forte hausse sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, atteignant des niveaux record à la mi-mars, en relation avec la diminution de l'offre européenne. Depuis ils se sont repliés puis stabilisés au cours de l'été tout en restant à des niveaux supérieurs aux années précédentes. Ainsi, le prix moyen européen affiche une hausse de 46.3 % sur 41 semaines 2012. Ces évolutions de prix doivent également être resituées dans le contexte de forte hausse des coûts de production, en relation avec la flambée des prix des matières premières en alimentation animale.

Figure 5 : Evolution du prix de gros européen de 2005 à 2012



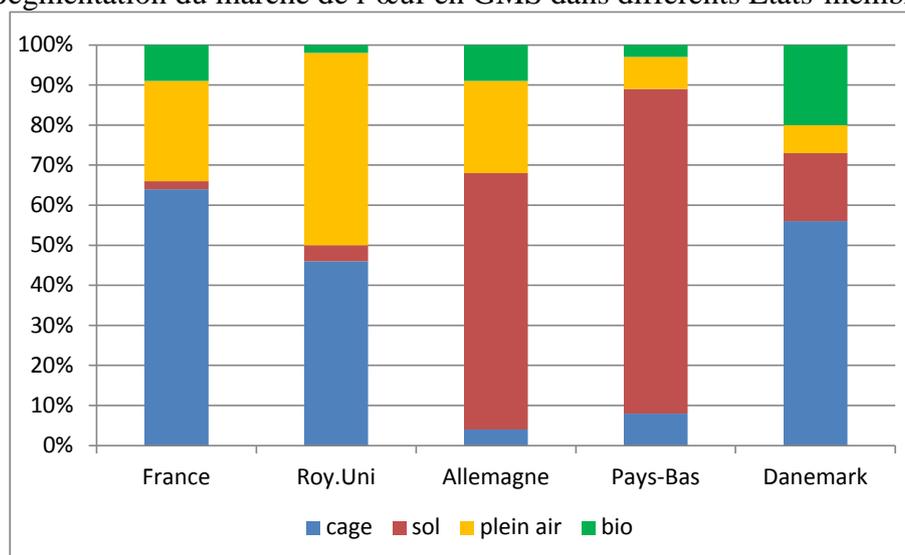
ITAVI d'après Commission

## Impact sur la consommation

Nous avons vu que la consommation moyenne est au sein de l'Union européenne de 202 œufs/habitant en 2011, avec une part variable de la consommation sous forme d'ovoproduits. La part des œufs alternatifs dans la production d'ovoproduits est estimée à 5- 7% en moyenne au sein de l'UE-27. Les segmentations du marché de l'œuf en coquille sont contrastées au

sein de l'Union, en relation avec des demandes et des sensibilités des consommateurs différentes. Dans de nombreux pays du Sud et de l'Est de l'Europe, la demande du marché pour des œufs alternatifs reste faible. Dans le Nord, la sensibilité des consommateurs aux conditions d'élevage des animaux est plus forte, et les associations de protection des animaux ont développé un fort lobbying en direction des politiques et des distributeurs qui ont parfois déréférencé la production d'œufs de poules élevées en cage. La figure 6 illustre les différentes segmentations de marché existant au sein de l'Europe du Nord-ouest.

Figure 6 : Segmentation du marché de l'œuf en GMS dans différents Etats-membres en 2011



ITAVI d'après Panels Consommateurs

## Perspectives et conclusions

Les perspectives concernant la consommation d'œufs au sein de l'Union européenne apparaissent plutôt favorables, compte tenu des nombreux atouts de l'œuf en termes de coûts, de qualités nutritionnelles et d'impact environnemental, comparé à d'autres produits animaux. La crise économique a renforcé récemment la sensibilité des consommateurs au prix, ce qui est favorable à la consommation d'œufs, qui reste la protéine la moins chère. La substitution des œufs issus de systèmes alternatifs aux œufs produits en cages devrait se poursuivre dans les différents segments de marché, mais avec des différences sensibles selon les pays, en relation avec des contextes culturels et des habitudes alimentaires différents.

La part des ovoproduits devrait continuer à se développer, en raison d'une recherche permanente de praticité par les consommateurs, mais moins rapidement que par le passé car on observe (au Royaume-Uni, en France) une relative maturité de la demande en ovoproduits. Cette industrie devrait développer ses approvisionnements en œufs alternatifs sous la pression de certains acteurs utilisateurs (IAA et RHD) soucieux de donner une image positive de leur activité et de leur marque. Par ailleurs, des interrogations fortes subsistent quant aux évolutions des régulations des échanges internationaux dans le cadre des négociations internationales qui pourraient déboucher sur une ouverture accrue du marché communautaire, et supprimer les protections douanières existantes. Les importations d'œufs produits en cages à moindre coût dans différents Pays-tiers, ou plus probablement, les importations d'ovoproduits secs pourraient alors se développer, et contribuer ainsi à la diminution du niveau d'autosuffisance européen.